

France/Social

Nouveaux heurts dans des manifestations de jeunes contre la loi travail

AFP
Paris/France

DE nouveaux heurts ont opposé hier des jeunes à la police lors de manifestations contre une réforme du droit du travail à Paris et dans différentes villes de France. Dans la capitale, six personnes ont été interpellées pour des "jets de projectiles" et "outrages" aux forces de l'ordre, lors d'incidents qui ont précédé un défilé à l'appel d'organisations étudiantes, selon les autorités. L'ambiance était tendue dans l'après-midi sur l'emblématique place de la République à Paris : des manifestants cagoulés ont jeté chaises, bâtons et bouteilles en direction des forces de l'ordre, qui ont riposté avec des charges et du gaz lacrymogène. Les heurts ont fait quatre blessés parmi les manifestants, selon une source policière. Parlant d'une "répression policière intolérable", le président de la principale organisation étudiante



Photo : AFP

Face à face tendu hier entre policiers et jeunes manifestants. On dénombre quatre blessés parmi ces derniers.

(Unef) William Martinet a dénoncé sur Twitter un "dispositif policier hallucinant et l'utilisation du moindre prétexte pour charger des cortèges pacifiques". En début de journée, deux membres de la direction d'une cité scolaire de l'est de Paris ont été agressés par deux jeunes, selon le recteur, qui a porté plainte. L'établissement dans lequel se sont déroulés les faits est régulièrement bloqué depuis plusieurs semaines par des lycéens qui réclament le re-

trait de la loi travail. Dans le sud de la France, quelques centaines de jeunes ont bloqué hier plusieurs lycées de Montpellier. Là encore, des heurts avec les forces de l'ordre ont éclaté en plusieurs endroits de la ville. En déplacement en région parisienne, le Premier ministre socialiste Manuel Valls a été accueilli à Mantes-la-Jolie par une cinquantaine de manifestants, écartés sans ménagement par la police. Près de Toulouse (sud-

ouest), c'est Pierre Gattaz, le président du Medef, la principale organisation de chefs d'entreprises français, qui a été la cible de quelque 200 protestataires venus railler sa présence à une conférence sur la "solitude" des patrons. Dans d'autres villes comme Rennes (ouest), des manifestations organisées devant des restaurants du géant américain du fast-food McDonald's, pour dénoncer "l'évasion fiscale et la violation des droits syndicaux", ont aussi viré au rassemblement anti-loi travail. Dans l'espoir d'apaiser la contestation qui dure depuis plus d'un mois contre cette réforme du code du travail, le gouvernement Valls a annoncé lundi une série de mesures d'aide à l'insertion des jeunes sur le marché de l'emploi. Ces dernières ont été favorablement accueillies par les principales organisations étudiantes et lycéennes, qui continuent néanmoins de réclamer l'abandon de la réforme, d'inspiration trop libérale à leurs yeux.

Nigeria

Nigeria/Enlèvement des filles de Chibok

AFP
Lagos/Nigeria

Deux ans, des manifestations et une "preuve de vie"

DEUX ans après leur enlèvement par les islamistes de Boko Haram, familles et sympathisants ont manifesté hier au Nigeria pour réclamer la libération des lycéennes de Chibok, tandis que le gouvernement "étudie" une preuve de vie de certaines d'entre elles envoyée par leurs ravisseurs. Marches et veillées de prières avaient lieu en différents lieux, à commencer par la petite ville du nord-est, devenue un symbole du conflit qui déchire le nord-est défavorisé du Nigeria depuis 2009. 276 adolescentes y avaient été enlevées le 14 avril 2014 dans un kidnapping sans précédent qui a provoqué une vague d'indignation au Nigeria et dans le monde. Les manifestations ont rassemblé nombre de parents des jeunes filles, vêtus de noir. A Lagos, la grande métropole économique, et dans la capitale fédérale Abuja des centaines de gens du mouvement de solidarité #BringBackOurGirls ont réclamé la libération des 219 filles qui n'ont toujours pas été retrouvées. Cinquante-sept lycéennes avaient réussi à s'échapper peu après leur enlèvement dans leur dortoir. Les images montrant quinze captives, obtenues mercredi par CNN, sont les premières



Photo : AFP

Familles et sympathisants ont manifesté hier (ici à Abuja) pour réclamer la libération des lycéennes de Chibok, enlevées exactement deux ans auparavant par les islamistes de Boko Haram.

prouvant que certaines d'entre elles au moins sont en vie depuis une précédente vidéo des insurgés nigériens datant de mai 2014. Y apparaissaient une centaine de filles, tout de noir vêtues et récitant le Coran. Trois mères et une condisciple des 219 adolescentes dont on est sans nouvelles ont confirmé que les quinze étaient bien des filles de Chibok qui, sur la vidéo, portant un voile islamique noir, s'identifient, affirment avoir été enlevées à Chibok et disent "aller bien". Un haut responsable gouvernemental a assuré à l'AFP que les autorités avaient reçu la nouvelle vidéo qui daterait du 25 décembre dernier. Selon les informations dont dispose l'AFP, des membres de Boko Haram auraient pris contact mi-janvier avec le gouvernement, réclamant des discussions sur un possible

échange de prisonniers. Le gouvernement ayant demandé une "preuve de vie", il aurait d'abord reçu cinq photos d'otages, vues par l'AFP, puis la vidéo montrée par CNN. **ESCLAVES SEXUELLES ET BOMBES HUMAINES.** Mais, a ajouté le responsable gouvernemental, le gouvernement veut éviter que sa publication ne débouche sur le genre de problèmes rencontré par l'administration précédente. Les autorités avaient annoncé prématurément des pourparlers avec des éléments de Boko Haram et même un cessez-le-feu. "Nos services de renseignement et de sécurité ont reçu une vidéo similaire en juillet de l'an dernier et quand ils ont suivi les pistes, ils se sont retrouvés dans un cul-de-sac" et il avait été impossible d'établir un contact ou si la vidéo avait obtenu le feu vert des dirigeants

de Boko Haram, a-t-il expliqué. Le mouvement, qui a fait allégeance à l'organisation État islamique, est notoirement divisé en factions qui n'agissent pas toujours de façon coordonnée. Ainsi, le gouvernement a reçu en juillet dernier une demande de rançon d'un million d'euros (655 millions de francs) pour la libération de dix adolescentes, selon le responsable gouvernemental. Le chef de Boko Haram, Abubakar Shekau, a de son côté déclaré dans le passé que les captives seraient relâchées en échange de la libération de combattants islamistes détenus au Nigeria. Tout ceci tend à confirmer que les lycéennes ont été séparées en différents groupes après leur enlèvement, une tactique qui complique toute possible discussion et tentative de libération. Les filles de Chibok sont les victimes les plus tristement célèbres de l'insurrection de Boko Haram, qui utilise souvent le kidnapping comme une arme, dans une guerre qui a déjà fait quelque 20 000 morts depuis 2009. Selon les ONG qui militent pour les droits de l'Homme, plusieurs milliers de femmes et de jeunes filles ont été enlevées depuis le début du conflit. Boko Haram en fait des esclaves sexuelles ou des bombes humaines, tandis que les garçons et les hommes sont enrôlés de force pour combattre par les rebelles qui veulent instaurer un État islamique dans le nord-est du Nigeria



Menu du jour 12 000
1 entrée + 1 plat + 1 dessert

Vendredi
Mix grill et Orchestre
• 27 000 adultes
• 17 000 enfants

Dimanche
Formule petit déjeuner 10 000
Buffet Familial :
• 27 000 adultes
• 17 000 enfants

Tél. : 07 17 17 77 - 05 08 88 88

CASINO CROISSETTE
LE LOUNGE & LES JEUX

Happy Hours
c'est tous les jours
de 18h à 21h



les jeudis et les dimanches
Happy Hours toute la nuit
Sauf soirée spectacle ou veille de fête

POUR VOS PUBLICITÉS
publicom
Contacts :
Tél : 04 10 03 91
07 17 34 20